



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
27 AVRIL 2016**

**Numéro**  
**DEL 2016.04.27/055**

Le **mercredi 27 avril 2016** à 17h00 le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique dans la salle du 1<sup>er</sup> étage de la CCB, sous la présidence de **Monsieur Gérard FROMM, Maire.**

**Thème : PATRIMOINE 9.**

**Objet :**  
PROGRAMME DE RESTAURATION  
FORTIFICATIONS VAUBAN UNESCO  
CPER - FORT DAUPHIN TRANCHE  
CONDITIONNELLE CASERNEMENT -  
DEMANDES DE SUBVENTIONS

**Étaient Présents :** POYAU Aurélie, DAERDEN Francine, GUIGLI Catherine, BOVETTO Fanny, AIGUIER Yvon, JALADE Jacques, MARCHELLO Marie, DAVANTURE Bruno, PETELET Renée, DJEFFAL Mohamed, KHALIFA Daphné, MILLET Thibault, BRUNET Pascale, PONSART Marie-Hélène, CIUPPA Marcel, ROMAIN Manuel, FABRE Mireille, PEYTHIEU Éric, VALDENNAIRE Catherine, MONIER Bruno, MUHLACH Catherine, PICAT RE Alessandro, BREUIL Marc, ARMAND Émilie.

**Convocation**

**Date :** 21/04/2016

**Affichage :** 21/04/2016

**Étaient Représentés :**

GUERIN Nicole pouvoir à Yvon AIGUIER.  
DUFOUR Maurice pouvoir à Mireille FABRE.  
MARTINEZ Gilles pouvoir à Gérard FROMM.  
JIMENEZ Claude pouvoir à Jacques JALADE.  
PROREL Alain pouvoir à Jean-Paul BOREL.  
GRYZKA Romain pouvoir à Catherine MUHLACH.  
DAZIN Florian pouvoir à Alessandro PICAT RE.

**Nombre de membres  
du Conseil Municipal**

**En exercice :** 33

**Présents :** 25

**Nombre de  
suffrages  
exprimés :** 31

**Absents-Excusés :**

GUERIN Nicole, DUFOUR Maurice, MARTINEZ Gilles, JIMENEZ Claude, PROREL Alain, BOREL Jean-Paul, GRYZKA Romain, DAZIN Florian.

**Secrétaire de Séance :** Manuel ROMAIN

Rapporteur : Yvon AIGUIER.

Le principe du Fort Dauphin est celui d'un fort «bouclier» protégeant le fort des Têtes, situé sur le plateau de Bifeul, en contrebas des pentes de l'Infernet.

Sa caractéristique majeure est la présence d'un mur-traverse central protégeant le casernement, compte tenu de cette situation particulière.

Ce mur traverse a fait l'objet d'une restauration en 2015- tranche ferme de l'opération.

Il reste à présent à restaurer la caserne à l'épreuve.

La caserne du Fort Dauphin est constituée de deux unités de casernement correspondant au plan type de Caserne «à la Vauban», abritant deux fois huit chambres pour deux compagnies, soit 70 hommes et trois officiers.

La cause majeure de dégradation de la caserne est l'altération de sa toiture. Le fort Dauphin a fait l'objet de deux études préalables, l'une en 1999, la seconde rendue en 2011 par Michel Trubert, Architecte en chef des monuments historiques.

Dans le cadre du programme de restauration des fortifications de Vauban Unesco inscrit au CPER 2015-2020, a été retenu, pour l'année 2016, par la ville et le Ministère de la culture (DRAC), la tranche conditionnelle de la restauration du casernement – maîtrise d'œuvre et travaux.

Le montant d'opération a été estimé à 400 000 € HT.

Le plan de financement s'établit comme suit :

État DRAC (40%)	160 000 € HT
Département (20%)	80 000 € HT
Région (20%)	80 000 € HT
Ville (20%)	80 000 € HT
Total	400 000 € HT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- De valider l'enveloppe financière de l'opération et de décider de sa réalisation ;
- De s'engager à prévoir les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions les plus élevées possibles auprès des organismes et instances susceptibles de participer au financement de cette opération.

AR PREFECTURE

005-210500237-20160427-DEL20160427055-DE  
Regu le 04/05/2016

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, en cas d'empêchement, un Adjoint ou un Conseiller Municipal délégué, à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

POUR : 31  
CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

PUBLIÉ LE 04 MAI 2016

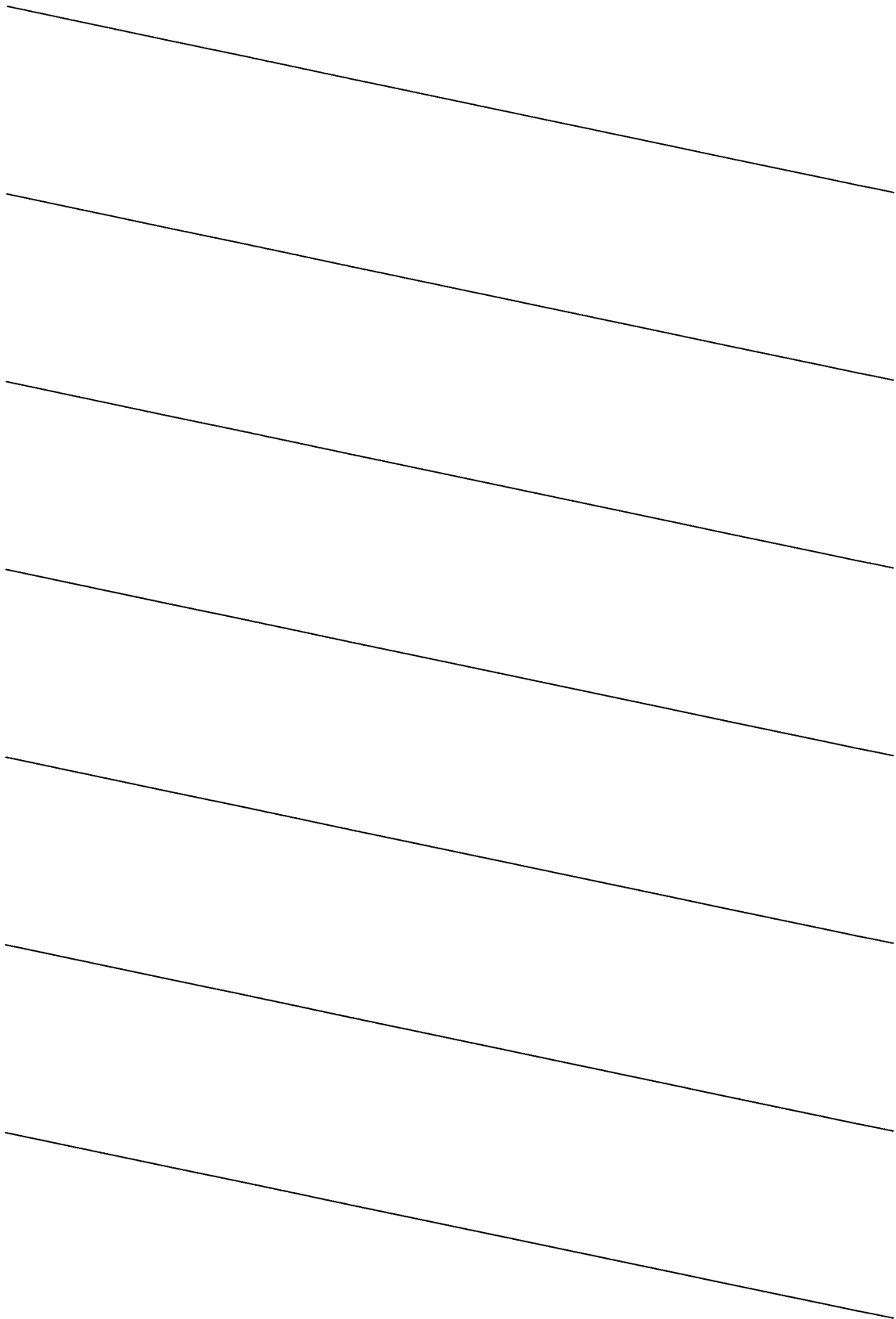
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,  
Gérard FROMMELT



AR PREFECTURE

005-210500237-20160427-DEL20160427055-DE  
Regu le 04/05/2016



AR PREFECTURE

005-210500237-20160427-DEL20160427055-DE  
Regu le 04/05/2016



PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

CONVENTION

ENTRE

L'ETAT, Ministère de la Culture et de la Communication, représenté par le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, d'une part,

ET

LA COMMUNE DE BRIANCON, représentée par Monsieur le Maire, demeurant à Les Cordeliers, 05100 BRIANCON, agissant en qualité de propriétaire, d'autre part,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titre II

Vu le décret n° 2011-574 du 24 mai 2011 relatif à la maîtrise d'œuvre sur les immeubles classés au titre des monuments historiques

Vu le décret n° 99-1060 du 16/12/1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'Investissement

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La présente convention définit les relations entre le propriétaire ci-dessus désigné et l'Etat, direction régionale des affaires culturelles /conservation régionale des monuments historiques (DRAC/CRMH) chargée du contrôle scientifique et technique de l'opération : **Restauration des casernements Tranche conditionnelle Fort Dauphin, 05100 BRIANCON. (Opération CPER 2016)**

L'édifice est classé au titre des monuments historiques par arrêté du 06 juillet 2007.

Le propriétaire est maître d'ouvrage de l'opération.

**Article 2 : Contrôle scientifique et technique (CST)**

Le CST vise à vérifier et garantir que les interventions sur les biens classés sont compatibles avec le statut de monument historique reconnu à ces biens, ne portent pas atteinte à l'intérêt d'art ou d'histoire ayant justifié leur protection et ne compromettent pas leur bonne conservation en vue de leur transmission aux générations futures.

La DRAC/CRMH définit les conditions scientifiques et techniques selon lesquelles les interventions sur le monument sont étudiées, conduites et font l'objet de la documentation appropriée. Elle veille à leur mise en œuvre.

Lorsqu'il porte sur des travaux, le CST s'exerce dès le début des études documentaires et techniques préparatoires menées avant la demande d'autorisation, puis tout au long des travaux autorisés jusqu'à leur achèvement.

**Article 3 : Définition du programme d'étude**

La DRAC/CRMH indique au propriétaire ou son mandataire, en fonction de la nature, de l'importance et/ou de la complexité des travaux envisagés, les études scientifiques et techniques qui devront être réalisées préalablement à la détermination du programme d'opération.

La DRAC/CRMH met à sa disposition l'état des connaissances dont elle dispose sur le monument et lui indique les contraintes réglementaires, architecturales et techniques que le projet devra respecter.

Avant de déposer une demande d'autorisation prévue à l'article L621-9 du code du patrimoine, le propriétaire transmet à la DRAC/CRMH le projet de programme accompagné du diagnostic de l'opération et les études scientifiques et techniques éventuellement prescrites en 5 exemplaires dont un sur support numérique.

Après débat contradictoire le cas échéant, la DRAC/CRMH fait part au propriétaire de ses observations et recommandations.

#### **Article 5 : Maîtrise d'œuvre**

La DRAC/CRMH indique au propriétaire les compétences et expériences que devront présenter les architectes candidats à la maîtrise d'œuvre des travaux, définies au regard des particularités de l'opération.

Le propriétaire précise expressément les compétences requises du maître d'œuvre. Il communique à la DRAC/CRMH les justifications de nature à établir que la formation et l'expérience professionnelle du maître d'œuvre choisi attestent des connaissances historiques, architecturales et techniques nécessaires à la conception et à la conduite des travaux.

Cette information intervient dans tous les cas préalablement à la passation du contrat de maîtrise d'œuvre.

#### **Article 6 : Autorisation de travaux**

Conformément au L621-9 du code du patrimoine, les travaux de restauration, de réparation ou de modification quelconque reçoivent l'autorisation de l'autorité administrative selon les modalités du décret 2007-487 du 30/03/2007 relatif aux monuments historiques.

Ainsi, une demande d'autorisation (imprimé CERFA 13585 \* 01) accompagnée des pièces exigibles sera transmise au Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) en 4 exemplaires.

Cette demande dispense de toute formalité au titre du code de l'urbanisme (déclaration préalable ou demande de permis).

#### **Article 7 : Contrôle des travaux**

Le contrôle scientifique et technique sur les travaux en cours s'exerce sur pièces et sur place jusqu'au constat de conformité ou jusqu'au récolement.

La DRAC/CRMH sera associée à la sélection des entreprises chargées de la réalisation des travaux. En cas de désaccord dans la dévolution des travaux, l'arbitrage du préfet de région est sollicité.

La DRAC/CRMH est tenue informée par le propriétaire de la date de début des travaux et des réunions de chantier.

La DRAC/CRMH sera destinataire de toutes les pièces de définition, conception, exécution et réalisation des travaux et notamment : calendrier d'exécution, plan d'exécution, ordres de service, compte-rendu de réunion de chantier, rapports des bureaux de contrôle, procès verbal de conformité, etc....

Le propriétaire est tenu de permettre l'accès au chantier au personnel de la DRAC/CRMH chargée du contrôle scientifique et technique des travaux.

#### **Article 8 : Modification du programme d'étude ou de travaux**

Dans le cas où, au cours de l'opération, des modifications de programme d'étude ou de travaux s'avéraient nécessaires, un accord formel devra être sollicité et recueilli par le maître d'ouvrage auprès de la DRAC/CRMH avant toute mise en œuvre des dites modifications.

Le cas échéant, un avenant à la présente convention pourrait être établi.

#### **Article 9 : Subvention de l'Etat**

**L'Etat, DRAC/CRMH, subventionne cette opération à hauteur de 40,00% du montant subventionnable établi à 400 000 € HT soit une participation financière de 160 000 €.**

L'engagement financier de l'Etat sera constitué par la décision attributive de subvention établie à cet effet par le préfet de région.

AR PREFECTURE

005-210500237-20160427-DEL20160427055-DE

Reçu le 04/05/2016

### **Article 10 : Paiement et liquidation de la subvention**

L'Etat, DRAC/CRMH, procédera au paiement de la subvention sur justificatif : factures, situations, mémoires, décomptes, notes d'honoraires.

Ces factures devront être acquittées par le maître d'ouvrage à qui il appartient de les transmettre à la DRAC/CRMH.

La subvention pourra faire l'objet d'une avance, d'acomptes et d'un solde.

Le versement des avances et acomptes est plafonné à 80% du montant de la subvention.

Le solde est versé sur présentation :

- de l'étude complète, le cas échéant,
- du dossier documentaire des ouvrages exécutés (DDOE), pour les travaux
- du certificat constatant la conformité des études et travaux, établi par la DRAC/CRMH
- des décomptes définitifs et factures finales acquittés.

En cas de non-conformité des études et travaux, la DRAC/CRMH refusera le versement partiel ou total de la subvention ou en exigera le reversement.

### **Article 11 : Panneau de chantier**

Le propriétaire mettra en place un panneau de chantier portant le logo du ministère de la culture et de la communication, indiquant la participation financière de l'Etat et un texte explicatif sur la nature et l'intérêt des travaux de restauration.

En tout les cas, ce panneau sera lisible depuis l'espace public, installé au plus tard au commencement des travaux et pour toute la durée du chantier.

### **Article 12 : Résiliation**

En cas de non respect des clauses de la présente convention, l'Etat (DRAC/CRMH), pourra résilier la présente convention.

La présente convention prend fin au versement du solde de la subvention ou dans un délai de deux ans en cas de non commencement des études et travaux dont elle est l'objet sauf demande de prorogation dûment justifiée.

Fait à

Fait à .

Le

Le

Le propriétaire.

Le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur,